

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

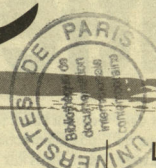
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

14 AU 20 AVRIL 1994

N° 953

10,00 F



MAI 68 - MARS 94

LA CONTESTATION  
ANTI-CIP DÉNONCÉE  
PAR LA PRESSE

## Médiadivision

« Ce qui vous attend demain », titre classique de la presse populiste une veille de grève. Ainsi un mouvement social est annoncé comme une calamité, une intempérie. Suivent les conseils de la « météorologie sociale » : itinéraire à éviter, « Ce qui sera fermé »... De façon subtile, l'information passe : l'empêcheur de travailler en rond, c'est le « rouge », la CGT, le fainéant de fonctionnaire ! Et, en aparté, la grève est présentée comme un abus ; il faudrait la régler.

Nous avons assisté durant trois semaines, lors des manifestations anti-CIP, à une véritable manipulation de l'opinion via certains titres de la presse quotidienne. La contestation du « SMIC-jeunes » a surpris le gouvernement de par sa combativité, sa ténacité et ses modes d'action. Le mouvement gonflait et se politisait de façon inquiétante. Face à la pression de la rue, le pouvoir a sorti ses matraques, mais aussi une arme redoutablement efficace : la propagande.

La violence et les « casseurs » étaient donc à la « une » des journaux, entretenant ainsi un climat de tension. La veille des manifestations, certains quotidiens décrivaient l'incroyable dispositif policier mis en place pour faire face à l'inévitable déferlement de haine et de feu qui allait se répandre dans Paris ; le but étant de décourager la jeunesse de descendre dans la rue. Ces journaux évoquent même le « syndrome Malik Oussékine » ; le gouvernement redouterait une nouvelle mort « accidentelle ». Traduction possible : il existe un

(suite p. 3)

# Damned ! les luttes sociales sont de retour

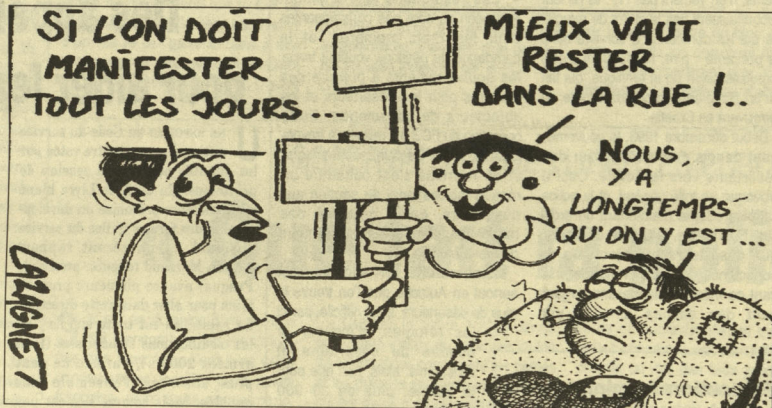
CONFRONTÉ à une réaction d'ampleur, à laquelle il ne s'attendait pas, le gouvernement Balladur a dû piteusement retirer le CIP. Cette victoire, bien que très partielle, est riche d'enseignements et d'espoirs.

Depuis la fin des années 70, la « crise » ne semble pas beaucoup toucher les capitalistes, dont les profits sont florissants. Dans le même temps, les attaques du patronat et de l'Etat contre les conditions de vie des travailleurs se sont multipliées, et ceci sans que des réactions autres que partielles et défensives n'apparaissent.

Le mouvement social sort fortement affaibli de ces quinze dernières années où le patronat et l'Etat se sont révélés capables de maintenir un consensus social mou.

A ce niveau, le mouvement d'ampleur contre le CIP marque peut-être le début d'une nouvelle période. Il présente en effet, par de nombreux aspects, les caractères d'un réel mouvement de classe. Contrairement à 1986, les lycéens et étudiants se sont mobilisés contre une loi qui ne portait pas sur l'organisation de leurs études mais sur leur situation de futurs salariés.

Parfois, bien sûr, les aspects corporatistes ont été forts. De nombreux étudiants, en particulier d'IUT ou de BTS, refusaient d'être payés comme « des caissières de supermarché ». Mais, d'une part, la mobilisation importante dans les lycées professionnels et technologiques a fortement contribué



à donner à ce mouvement son caractère radical (à Lyon, en particulier), même si d'autres, moins défavorisés culturellement de par leurs origines sociales, ont pu s'affirmer auprès des médias comme les représentants légitimes du mouvement.

D'autre part (et ceci est sensible par rapport au mouvement de 1986), de plus en plus d'étudiants se rendent compte des limites de la « méritocratie » républicaine. Les diplômés universitaires ne sont plus aujourd'hui un laissez-passer automatique

permettant l'accès à un statut social privilégié. La plupart des étudiants actuels sont de futurs salariés concernés, comme les autres, par la précarité grandissante ou sont de futurs chômeurs.

(suite p. 3)

## LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

# « La puissance est source de richesse ; la richesse est facteur de puissance »

Le 30 avril, à l'Espace Voltaire (Paris), la Fédération anarchiste organise une journée de débats sur le thème : « Non au partage de l'emploi et de la misère, oui au partage du travail et des richesses ».

LE MONDE a très vite connu des pôles d'expansion qui ont donné naissance à des empires. C'est ainsi que l'économie et la guerre ont été liés. Ces empires se basent sur le processus domination/colonisation/esclavage. Ce qui a changé avec le capitalisme, c'est que cette expansion est devenue beaucoup plus nécessaire et qu'elle est devenue purement économique. Pour la première fois avec le capitalisme, l'économie et

Après un premier article sur le chômage, signé Sébastien Basson (*le Monde libertaire* n° 952), nous vous proposons un article d'un compagnon de la liaison FA d'Angers sur la mondialisation de l'économie.

Le profit deviennent un fin en soi. Mais cette accumulation nécessite constamment un élargissement de la sphère marchande, dans le centre par la salarisation, dans le monde par la colonisation.

La mondialisation actuelle de l'économie s'inscrit dans cette logique qui consiste à maximiser l'espace et l'intensité des rapports capitalistes. En fait, cela revient surtout pour

notre centre industriel à capter le maximum des richesses, d'hommes et de moyens de production pour son accumulation qui est quelque peu freinée chez lui. Ainsi, c'est à partir de 1960 que le mouvement de multinationalisation est né et qu'il n'a cessé de se renforcer par la suite au fur et à mesure des difficultés des capitalistes au Nord. De la même façon l'endettement des pays du Sud va commencer à cette époque, car il faut bien leur prêter de quoi produire ce dont nous avons besoin, au prix qui nous convient. En matière de prix, il n'y aura qu'un seul dérapage : l'explosion du prix du pétrole en 1973, qui, rendez-vous compte, retrouve son prix de 1951. Ne nous leurrions pas : cette mondialisation ne

(suite p. 8)

SOUTIEN  
AUX DÉSERTEURS  
DE  
L'EX-YOUGOSLAVIE  
P. 2

T 2137 - 953 - 10.00 F



FOP 2520

# Soutien aux déserteurs

**L**E SERVICE MILITAIRE n'est déjà pas très marrant en temps de paix. Mais imaginez que votre pays, en pleine frénésie nationaliste, entre en guerre, et que vous soyez appelé au service militaire, sans possibilité d'échapper. Et qui plus est, que les mouvements de paix soient très faibles, que la grande majorité de la population soutienne les bellicistes... En plus, si vous êtes issu d'un couple mixte, il y a de fortes chances pour qu'on vous envoie combattre des cousins, de la famille. Alors que faire ? Ce problème s'est posé, et se pose encore, pour des centaines de milliers de jeunes d'ex-Yougoslavie, et surtout (mais pas seulement) de Serbie. La solution, précaire et provisoire, choisie par un grand nombre de jeunes : se réfugier à l'étranger.

Dès 1991, des déserteurs et des insoumis ont quitté la Serbie. Refusant de participer à la guerre, ils ne voyaient pas d'autre solution que de quitter leur pays. En Serbie, où le service militaire est plus que jamais obligatoire, d'après le Code criminel, les insoumis sont passibles de 1 à 10 ans de prison, et jusqu'à 20 ans si l'état de guerre est déclaré. Les personnes appelant à la désertion peuvent aussi être très lourdement condamnées : de 1 à 15 ans de prison. En Croatie, un service civil de remplacement est possible en théorie, mais non dans la pratique faute de législation. En Bosnie, les jeunes doivent faire leur service par période tournante.

La situation est particulièrement critique pour les jeunes réfugiés. Ainsi, les jeunes Bosniaques d'origine serbe

qui ont trouvé refuge en Serbie (et qui possèdent souvent le statut de réfugié) sont remis aux milices serbes combattant en Bosnie, et ce en vertu d'un accord entre Belgrade et la République autoproclamée des Serbes de Bosnie. Des rapports font état d'une situation similaire pour les Bosniaques d'origine croate réfugiés en Croatie qui, après avoir tout perdu, sont forcés de rejoindre les milices du HVO. Cette mobilisation forcée ne touche d'ailleurs pas que les jeunes. Ceux qui refusent la guerre n'ont donc le plus souvent d'autre choix que de chercher refuge à l'étranger.

**Portes closes** — Partir en exil n'est pas chose facile : on laisse derrière soi famille et amis, il faut quitter le pays clandestinement. L'acte même de la désobéissance ne va pas de soi pour de nombreuses personnes. Mais le plus difficile est encore devant eux : être accueilli quelque part. Car nos pays, malgré le discours des gouvernants, n'en veulent pas (1) : ils ne leur reconnaissent pas le statut de réfugié, ce qui les condamne à survivre dans la précarité ; pire, ils risquent d'être expulsés selon un tri ethnique, qui fait qu'un Bosniaque d'origine croate se retrouvera en Croatie.

Début décembre 1993, le gouvernement danois a voulu expulser des déserteurs vers la Serbie. Ceci a provoqué un tollé général, et la police danoise adopte maintenant un profil bas. Néanmoins, le Comité de soutien aux déserteurs et objecteurs de conscience danois travaille dorénavant de manière clandestine, organisant des caches ainsi qu'une

campagne de pétitions pour que le gouvernement accorde le droit d'asile aux 200 déserteurs de l'armée serbe présents au Danemark.

Au niveau de l'Europe de l'ouest, plusieurs réseaux de soutien se sont constitués. Le Forum civique européen (FCE) a lancé une campagne de pétitions afin d'obtenir la création d'un statut du déserteur, qui permettra aux jeunes d'obtenir l'asile. Le but est d'obtenir un million de signatures avant le 1<sup>er</sup> juin. Le FCE est également à l'origine d'une résolution votée à l'unanimité par le Parlement européen le 28 octobre dernier demandant aux Etats membres « d'envisager des mesures pour l'accueil des déserteurs et des objecteurs de conscience qui abandonnent les différentes forces armées qui se combattent sur le territoire de l'ex-Yougoslavie », en manifestant clairement leur intention d'accorder le droit d'asile à ceux « qui n'entendent pas participer à des guerres nationalistes ». Les résolutions du Parlement européen ne sont pas contraignantes pour les Etats membres, et la campagne de pétitions voudrait forcer les gouvernements à prendre des mesures pour les déserteurs et les objecteurs de conscience. Cette opération du FCE est relayée à travers toute l'Europe. De plus, en Allemagne et en Autriche s'est constitué un réseau international de soutien aux déserteurs, qui a organisé des rencontres internationales le 6 mars dernier à Munich.

C'est, en effet, en Allemagne et surtout en Autriche que l'on trouve le plus de déserteurs. Il est difficile, parmi les réfugiés, d'évaluer le nombre de déserteurs et d'insoumis. Mais, rien que pour la Serbie, plus de 20 000 poursuites ont été engagées, et le nombre de déserteurs est estimé par Momcilo Grubac (ancien ministre des droits de l'Homme dans le gouvernement de Milan Panic) à plusieurs centaines de milliers. Il y a donc plus de 100 000 jeunes qui ont fui l'ex-Yougoslavie pour échapper à la guerre.

**Agir ici** — En France, peu de déserteurs et d'objecteurs ont trouvé refuge, notamment parce que les conditions d'accueil sont très mauvaises. Sur l'Hexagone, la campagne initiée par le FCE et relayée depuis par d'autres structures

(Collectif des objecteurs tarnais, MOC...) a deux objectifs : d'une part, faire signer la pétition (2) et monter des comités de signataires dans chaque ville afin d'accueillir concrètement les jeunes Yougoslaves ; d'autre part, il s'agit d'obtenir un véritable statut du déserteur, qui élargirait le statut d'objecteur de conscience. Il permettrait à des jeunes qui refusent de partir à la guerre de se déclarer déserteurs, et ouvrirait une deuxième brèche dans le système militaire.

Au niveau pratique, toute personne soutenant cette démarche peut prendre contact avec l'un des nombreux relais locaux (3). Malgré l'ultimatum, rien n'a fondamentalement changé pour les jeunes qui refusent le service militaire. Et si la paix revenait, resterait posé le problème d'une amnistie, envisagée à plusieurs

reprises en Serbie mais jamais promulguée, notamment à cause de la farouche opposition des militaires. Il est d'ailleurs paradoxal que ce soit aux déserteurs et objecteurs de bénéficier d'une amnistie : les criminels ne sont-ils pas du côté de ces soldats, qui tuent, qui violent, et qui détruisent ?

Alex Matin  
(Mouvement des objecteurs de conscience - Paris)

- (1) Certains pays acceptent les réfugiés selon leur origine ethnique, ainsi, en France, il est moins difficile de rester pour les Bosniaques que pour les Serbes.
- (2) La pétition est disponible à la librairie du Monde Libertaire, auprès du FCE et du MOC.
- (3) Les contacts locaux figurent sur la feuille de pétition. FCE, BP 42, 04300 Forcalquier. Sur Paris, contacter Marc Sarracino au 46.33.87.34.

## SERVICE NATIONAL

### Des appelés civils pour aider les militaires...

**U**NE RÉFORME du Code du service national pourrait être votée par les députés pendant la session de printemps. En effet, le Livre blanc sur la défense préconise un développement des formes civiles du service national, et un récent rapport d'Alain Marsaud (député, proche de Pasqua) avance plusieurs propositions pour aller dans cette direction. La raison en est toute simple : vu les modifications structurelles (Plan armées 2000...), l'armée ne peut plus absorber l'ensemble des appelés. Mais comme il n'est pas question de se passer de la conscription (les coûts pour passer à une armée de métier sont trop élevés), et comme il est impossible d'accroître les exemptions et autres dispenses (qui touchent aujourd'hui le quart d'une classe d'âge), les stratèges ont trouvé une solution : occuper les jeunes « en trop » en leur faisant effectuer un service national civil. Ou comment les formes civiles sauvent les formes militaires.

D'ailleurs, ces appelés pour les formes civiles auront un statut... militaire. En effet, les textes internationaux proscrirent tout travail obligatoire, sauf pour le service militaire et le service de remplacement pour les objecteurs de conscience. On peut donc prévoir que ces nouvelles formes civiles seront très encadrées, et l'expérience du service national ville (régie par un protocole signé entre le ministère de la Défense et la délégation interministérielle à la Ville), qui servira de modèle, est plus que néfaste : aucun droit pour les jeunes, menace d'être renvoyé en caserne au moindre faux pas, et toujours le même problème du remplacement d'un emploi salarié (la plupart des appelés travaillant dans l'administration). Il est

d'ailleurs stupéfiant que lors de la mise en place de ces protocoles (1991-1993), les syndicats n'aient pratiquement pas protesté. Espérons que ces derniers se réveilleront, car les projets qui se dessinent visent à faire rentrer dans le Code du service national, en les réorganisant pour mieux les développer et les contrôler, des formes civiles qui généraliseront l'emploi précaire des jeunes.

Pourtant, un service civil existe déjà : c'est le service civil des objecteurs de conscience. D'une durée double (pour punir ceux qui ont une conscience), ces jeunes travaillent dans des associations. Or qu'advient-il de ces objecteurs si d'autres formes « civiles » se développent ? Alain Marsaud, tout comme le général Faivre, ne cache pas son espoir de voir le nombre d'objecteurs fortement diminuer (1). Et Marsaud de proposer plusieurs mesures pour rendre la situation des objecteurs bien peu attrayante (suppression de la liberté pour les objecteurs de choisir l'association dans laquelle ils vont effectuer leur service, encadrement et contrôle accrus...). Déjà, la mesure des 15% avait montré le mépris du gouvernement pour les objecteurs et les associations (2). Cette mesure a été gelée après la mobilisation des objecteurs et des associations. Mais maintenant, les objecteurs risquent de devoir lutter non plus pour leur vie, mais pour leur survie ! A eux de s'organiser... (3)

A. M.

(1) D'autant plus que le nombre d'objecteurs a fortement augmenté (+ 47%) en 1993 (le Monde du 18 mars).

(2) Voir ML n°931.

(3) A noter la nouvelle adresse du Mouvement des objecteurs de conscience : MOC, 31, rue de Reully, 75012 Paris. Tél : 43.71.42.35.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
libertaire

### Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

## Médiadivision

(suite de la « une »)

risque de mourir dans la rue, peut-être et surtout si l'on est « innocent ». Suit un appel du pied aux parents et provideurs pour inciter les jeunes à rester en cours... « pour leur bien ».

*L'Humanité* fut un des rares journaux à ne pas faire de sensationnalisme sur le thème de la violence. Le PCF et la CGT, effectivement, ne voient pas d'un bon œil l'expression de la colère, surtout s'ils ne la contrôlent pas. C'est donc la thèse de la provocation policière qui primera.

*France-Soir* a sorti le grand jeu, celui de l'apocalypse, apportée par des hordes venues de banlieue. Ce journal a publié des interviews. Entre guillemets (car les guillemets ont le mérite de dédouaner le journaliste, ce ne sont là que des propos rapportés et non une prise de position...). On pouvait lire ces titres après la dernière manifestation anti-CIP de Paris : « *Oui, j'ai tiré dans le tas* » (un commerçant), « *Attention aux milices* » (le CIDUNATI).

Au comptoir d'une brasserie, j'écoutais des consommateurs tirant les conclusions naturelles de leur lecture : « *Il faut tirer dans le tas* », « *Il faut constituer des milices* ». « *Mais qu'a fait la police !* », s'exclamait le *Quotidien de Paris*. Et de suggérer quelques idées, à travers les propos du secrétaire national des CRS au Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN) : « *...l'utilisation des bâtons de défense américains qui mesurent plus d'un mètre, de grenades paralysantes, juste le temps pour nous de saisir les individus, ou des fusils à pompe avec des balles en caoutchouc* ».

Enfin, plusieurs journaux relayaient cette déclaration de Charles Pasqua : « *Va-t-on pouvoir continuer à laisser organiser des manifestations dans le cœur des villes ?* » (La réponse étant bien entendu contenue dans la question).

Les médias ont identifié les « casseurs » : jeunes de banlieue, groupes d'extrême gauche, anarchistes. Mais au fait, comment ont-ils identifié ces « casseurs masqués » et « cagoules » comme étant anarchistes, d'extrême gauche, « de banlieue » ? Mystère ! Car aucun de ces journalistes ne donne sa recette pour identifier politiquement un individu par définition non identifiable.

Les propos et interrogations de ces grands quotidiens vont tous dans le même sens : restreindre le droit de grève et de manifestation, induire que la colère ou la contestation est toujours le fait de « spécialistes ». Ces médias sont apparus pour ce qu'ils sont : les diffuseurs de la propagande d'un pouvoir sachant parfaitement user de la vieille devise : « *Diviser pour régner* ».

Laurent Fouillard

Librairie « La Plume noire »  
(19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon)  
samedi 16 avril - 15 h  
débat sur le thème :  
« Le mouvement makhnoviste  
dans la révolution russe »

## Damned !

### les luttes sociales sont de retour

(suite de la « une »)

Le gouvernement, relayé par les médias, s'est plu à stigmatiser de soit-disant « casseurs », présentés comme étrangers à un mouvement de lycéens et d'étudiants « responsables ». L'analyse du gouvernement n'est pas innocente. Désemparé, face à un mouvement spontané et radical que les organisations syndicales et politiques traditionnelles n'ont pu canaliser, il invoque, comme en 68, la thèse du complot ourdi par des minorités agissantes et organisées.

Mais lorsque la violence, de fait menée essentiellement en réponse aux provocations policières, cesse d'être individuelle pour devenir collective, elle se transforme en un phénomène social qui est l'expression d'un désespoir et d'une rage « tripale » de groupes sociaux qui refusent la violence quotidienne que leur fait subir le système capitaliste et étatique (chômage, exclusion sociale, racisme, sexisme...). Finalement, cette violence a été aussi l'expression la plus criante du décalage qui existait entre, d'une part, la conscience forte (au sein même du mouvement) que le CIP ne constituait que l'élément catalyseur d'un ras le bol général face à des reculs sociaux successifs qui semblent ne devoir jamais s'arrêter et, d'autre

part, l'absence de perspectives politiques permettant d'aller plus loin que le simple retrait d'une loi en l'absence d'un mouvement social réel, capable de proposer une alternative crédible à la logique capitaliste tant au niveau des idées que des pratiques.

La jonction du mouvement contre le CIP avec le monde du travail n'a pas pu se faire malgré la tension sociale qui existe dans de nombreuses entre-

#### Le mouvement anti-CIP première série de contestations sociales

prises. Pourtant, le potentiel était à ce niveau finalement plus grand qu'en 1968. A cette époque, malgré le volontarisme ouvrier d'une frange d'étudiants radicalisés, le mouvement étudiant et la grève générale ouvrière s'étaient développés simultanément mais dans une logique et une dynamique différente.

La révolte radicale de la jeunesse étudiante contre le gaullisme, dans une période de prospérité économique relative, n'avait pu rencontrer les revendications salariales d'un prolétariat encadré fortement par le PCF et la CGT.

Le mouvement contre le CIP montre que les potentialités d'une telle jonction sont paradoxalement certainement plus fortes aujourd'hui, tant au niveau des revendications que des pratiques sociales. D'une part, la jeunesse scolarisée s'est mobilisée contre un projet de loi qui concernait directement l'ensemble des travailleurs. D'autre part, des pratiques d'auto-organisation des luttes (comités de grève, coordinations...), qui sont relativement systématiques en milieu lycéen et étudiant, tendent depuis quelques années à renaître et à se développer dans les grèves ouvrières, aidées en cela par l'affaiblissement de l'influence stalinienne.

Il se pourrait donc bien que le mouvement contre le CIP ne soit que le premier d'une série de contestations sociales d'ampleur.

Dans les années 70, les forces de gauche ont pu s'affirmer et canaliser la dynamique sociale existante pour la dévoyer vers des perspectives réformistes et électoralistes. Aujourd'hui, le PS est compromis par ses dix ans de gestion loyale des intérêts de la bourgeoisie et le PCF est discrédité par la banqueroute du bloc « socialiste ». Mais les dernières élections cantonales montrent que, dans un contexte où n'existe pas d'alternative

sociale crédible, ces partis sont encore capables de récupérer le mécontentement social pour le canaliser.

Dans les mois et les années à venir, nous devons nous préparer à ne plus être cantonnés dans la simple affirmation générale des idées libertaires mais à pouvoir intervenir largement dans des luttes sociales importantes.

C'est ainsi que nous pourrions participer à l'émergence d'un mouvement social révolutionnaire porteur de pratiques d'auto-organisation et d'un projet sociétal anticapitaliste et antiautoritaire.

Patrick Essertel  
(gr. Kronstadt - Lyon)

**BORDEAUX** — Le jeudi 17 mars, la manifestation anti-CIP de Bordeaux dégénère, suite à des provocations policières. Il en a résulté l'inculpation de six personnes, que le groupe Emma-Goldman de la FA soutient, ceci dans le cadre d'un comité de soutien aux jeunes interpellés, réunissant de trente-cinq associations, syndicats et organisations politiques.

Une manifestation a eu lieu le mardi 5 avril, en soirée, sur la place de la République, ainsi qu'un rassemblement lors du procès, le mercredi 6 avril, devant le tribunal.

Des peines de travail d'intérêt général (TIG) et quatre mois de prison avec sursis ont été réclamés.

Le résultat dudit procès aura lieu le mercredi 20 avril. Rendez-vous à cette date, à 15 h, au tribunal.

D'après info  
du groupe Emma-Goldman

## OBSERVATOIRE DES LIBERTÉS PUBLIQUES

# « Que fait la police ? »

S'IL EST un domaine d'information qui n'encombre pas les colonnes des journaux, c'est bien celui concernant les activités de la police française, voire de la gendarmerie. Sauf s'il s'agit de bavures graves, les Français ne sont pas jugés dignes de connaître les harcèlements au quotidien qui s'exercent contre toute une frange de la population de ce pays. Un comportement grossier, injurieux, méprisant, provocateur, raciste, brutal et enfin sexiste, c'est tout ce que l'on peut attendre d'un « gardien de la paix » dont la mission initiale est d'assurer la protection des personnes et des biens.

Le policier a toujours été l'élément indispensable d'une politique de rejet et d'exclusion permettant de masquer les difficultés économiques et sociales. La police est aujourd'hui le meilleur bouclier du système politique parmi les plus réactionnaires que la France ait connu depuis cinquante ans.

Il n'est pas possible d'assister sans réagir à cette délégation de pouvoir exorbitante dont chaque policier dispose désormais. Dressée aujourd'hui pour conduire la chasse aux immigrés, la police sera bientôt prête à brider l'ensemble des citoyens vivant en France. La volonté est nette d'inculquer à chacun de nous la peur de la police, ce qui doit permettre ensuite tous les abandons, toutes les lâchetés dans une société en crise.

« Que fait la police ? » se donne pour tâche initiale de recenser toutes les informations concernant les petites et les grandes exactions des policiers qui ont de plus en plus tendance à se considérer comme des justiciers. Tous les faits signalés par la presse de province, les témoignages visuels qui ne sont pas relatés par la presse

écrite ou audiovisuelle, et qui nous seront communiqués, permettront de dresser un état des lieux permanent, document indispensable si l'on ne veut pas que les acquis de notre société démocratique soient rapidement annihilés.

Notre silence, face à une mise en condition préparée depuis la constitu-

tion du gouvernement Balladur-Pasqua, ferait de nous tous les complices de cet Etat policier.

Didier Daeninckx, Gérard Deleil, Pierre Drachline, Serge Quadrupani, Maurice Rajsfus (écrivains), Hervé Delouche, Alexis Violet (journalistes), Siné (dessinateur)

## Appel pour une amnistie générale

La France a connu, durant le mois de mars 1994, un mouvement de jeunesse d'une ampleur sans précédent depuis 26 ans. Etudiants, lycéens, collégiens, précaires et chômeurs ont manifesté, jusque dans les plus petites villes de province, leur refus de l'avenir qu'on leur prépare.

Devant leur nombre croissant et leur détermination, le gouvernement a d'abord recouru à l'arsenal policier classique (interpellations préventives, grenades à effet de souffle) puis tenté d'intimider les manifestants en série selon la procédure de « comparaison immédiate », expulsions) sans réussir pour autant à enrayer la mobilisation. Il a finalement dû céder en abrogeant les décrets instituant le Contrat d'insertion professionnelle (CIP).

Mais les procédures judiciaires continuent. Des dizaines de condamnations ont déjà été prononcées à Nantes, Lyon, Paris (où vingt-sept mineurs ont été présentés au juge des enfants)... Peines de travail obligatoire, amendes, peines de prison assorties ou non du sursis frappent au hasard des manifestants qui n'ont pas pu échapper aux charges des CRS. Jugés en

« comparaison immédiate », en l'absence des policiers qui les accusent, parfois livrés (menottés) en pâture aux photographes, ces jeunes sont des otages. Le ministère de l'Intérieur a voulu se servir d'eux pour établir une absurde séparation entre gentils scolarisés et méchants « casseurs ». Leurs dépositions montrent au contraire que la police a également maltraité des jeunes de tous horizons, solidaires dans leur refus de la violence et du mépris étatiques.

Il est inadmissible que ces jeunes fassent les frais de la stratégie du gouvernement Balladur-Pasqua, de ses manœuvres et de ses revirements. C'est pourquoi les soussignés réclament l'amnistie générale de toutes les condamnations prononcées à l'occasion du mouvement de mars 1994, quels que soient les chefs d'inculpation retenus, ainsi que l'annulation des expulsions et des mesures « éducatives » prises à l'encontre de mineurs.

L'Observatoire des libertés publiques  
« Que fait la police ? »  
et le Comité d'initiative pour l'amnistie

N.B. : Comité d'initiative pour l'amnistie c/o « La Bonne descente », 8, rue Fernand-Pelloutier, 92110 Clichy.

ABOLIR LE CHÔMAGE ET L'EXCLUSION

# Des paysans disent oui à « AC ! »

**Abolir le chômage et l'exclusion est la volonté affichée par le collectif « AC ! » (« Abolir le Chômage ! »). Ce collectif organise une marche sur Paris dans le courant du mois d'avril. La Confédération paysanne a décidé d'y participer. Tant mieux, car il faut agir, mais comment et dans quel but ?**

**L**E CHÔMAGE ET L'EXCLUSION, contrairement à ce que l'on cherche à nous faire croire ne sont pas une fatalité. L'on nous répète que c'est la crise. Pas besoin d'insister.

Le salarié à qui l'on rogne son salaire et qui se tait par peur du chômage.

Le chômeur qui ne retrouve pas de boulot et qui n'a d'autre horizon que RMI et Resto du Cœur.

Le pêcheur ou le paysan qui, malgré sa vie de labeur, ne peut plus nourrir les siens, et que les banques poussent à casser son outil de travail.

Le jeune qui ne s'instruit plus que pour trouver un emploi et qui n'en aura pas ou alors au rabais.

Tous ceux-là le savent bien que c'est la crise, pas besoin de les convaincre.

Vivons-nous celle du capitalisme ou celle de la société ?

L'argent n'a jamais autant rapporté. Partout, la Bourse est au plus haut. Le capitalisme va bien, merci. Il est le plus fort. La planète lui appartient.

Notre problème, c'est que le capitalisme n'a plus besoin de nous. Le profit, il le fait ailleurs et autrement. Car le profit est son seul et unique but. Pas le bien-être, pas le progrès pour libérer l'homme du travail. Ne lui demandez pas autre chose, il n'est pas prévu pour. Il ne sait pas faire.

Il ne connaît qu'un moyen, la « productivité ». Sur le sujet, les paysans en connaissent un rayon. Pendant 30 ans, « on » leur a répété que leur fonction était de produire. Pendant 30 ans, politiques, techniciens, économistes, scientifiques, banquiers... les ont incités pour ne pas dire contraints à cela. Et il faut le dire et le regretter : la grande majorité y a cru. Ils n'ont pas vu plus loin que le bout de leur champ ou que la grosseur de leur compte en banque.

Rendement, productivité furent le credo. Produire était l'objectif. Mais pour les petits et moyens paysans, c'est raté. Ils n'ont servi qu'à instal-

ler les « gros ». Chaque fois que la FNSEA ou le CNJA les faisaient descendre dans la rue, ils le faisaient pour organiser l'agriculture d'aujourd'hui. Chaque fois qu'ils obtenaient une aide, ils se condamnaient. 80% des aides vont depuis 30 ans à 20% des agriculteurs.

On nous dit, là aussi, qu'il y a crise de l'agriculture... non ! L'agriculture productiviste va bien ; les agro-managers ne sont pas inquiets. Mais combien sont-ils ? 100 000, 200 000. Les autres, plus besoin ! en trop ! Dans la logique du système, 200 000 agriculteurs performants sont, en France, largement suffisants.

Alors, les 6 à 800 000 paysans inutiles doivent aller grossir les rangs des chômeurs, des précaires, des SDF.

Seule ombre au tableau pour les « décideurs », les énarques, les polytechniciens, les fils et petits-fils d'énarques et de polytechniciens, des régions entières se désertifient et cela coûte parfois cher à la « collectivité ».

Mais, parfois seulement, car la « déprise » agricole, comme disent les spécialistes, peut aussi être une aubaine pour faire du fric. Le sacro-saint tourisme s'arrange très bien du vide agraire. On a beau, dans le meilleur des cas, le dire « vert », il n'en reste pas moins un mirage. Encore une fois, il faudra vendre le plus possible d'espaces, de loisirs ou autres authenticités. Le « comment » et le « pourquoi »

ne pèsent pas lourd devant le « combien ».

L'avenir du monde serait des mégapoles surpeuplées, avec 20 à 30% de chômeurs sous perfusion, allant de RMI en Resto du Cœur, des campagnes désertiques, vides, oubliées, des zones touristiques suraménagées où quelques privilégiés viendraient oublier le stress de une vie de gagnants, de *killers*.

C'est ça la planète qui se prépare pour nos enfants ? C'est ça la société dans laquelle ils devraient vivre ? Pas question !

Alors oui, abolissons le chômage et l'exclusion ! Oui, agissons ensemble pour cela, mais si nous ne supprimons pas de nos dictionnaires les mots profit, compétition, concentration, uniformisation, productivité... nous ne changerons rien.

Oui, partageons le travail, mais pas sans partager la richesse. Partageons le travail pour travailler moins et vivre mieux, mais tous et sur tous les continents.

Si nous voulons trouver les vraies réponses pour sortir de l'impasse, posons-nous les vraies questions. Cherchons nous-mêmes comment résoudre nos problèmes. Ne demandons pas à ce système de s'occuper des exclus. Il ne peut pas. Il ne veut que des vainqueurs.

Il n'y a que deux choses qui font réagir les défenseurs du capitalisme : l'appât du gain et la peur de la rue.

Si pendant ce siècle les conditions de vie des ouvriers européens se

sont améliorées, c'est qu'ils ont arraché chaque « avancée sociale » par la lutte, mais ironie de l'Histoire, le capital y trouvait son compte. En transformant ses esclaves en consommateurs, il y gagnait encore.

S'il n'a plus besoin de notre travail et de notre consommation, il ne nous donnera que le strict nécessaire pour nous faire taire : RMI, aide alimentaire, drogue, sport, religion. Et si malgré tous ces calmants, nous bougeons encore, il nous servira du nationalisme ou du fascisme jusqu'à plus soif.

L'humanité n'a pas le choix : soit elle emprunte une autre voie, faite de solidarité, de diversité, de respect des hommes et de leur milieu de vie, de décentralisation de toutes les activités humaines ; soit elle crève !

Ceux qui se rebiffent, conscients de l'incohérence de notre situation, n'ont pas d'autre alternative que de dire et répéter sans fin leurs convictions, inciter partout où cela est possible à réfléchir à d'autres termes que croissance, travail, nation, hiérarchie, pouvoir !

Nous n'avons pas d'autre choix que de, génération en génération, relayer ceux, illustres ou anonymes, qui ont argumenté, écrit, se sont battus pour que naisse un jour « dans 10 000 ans peut-être », comme dit la chanson) une société juste et solidaire.

Bernard Gilet

## RENDEZ-VOUS

### BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman, très investi dans l'initiative « AC ! » (Abolir le chômage !), invite les travailleurs, chômeurs et précaires à des rencontres-débats le lundi 18 avril à 20 h et le mardi 19 avril à 19 h 30 à l'Athénée municipal de Bordeaux.

Il vous invite également à un concert-spectacle « AC ! », qui se déroulera le mercredi 20 avril à Cenon.

Par ailleurs, le groupe Emma-Goldman appelle tous les anarchistes bordelais à participer à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Rendez-vous à 9 h, place Jean-Jaurès.

Permanences : mercredi et samedi, de 15 h à 17 h à L'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

### PARIS 16<sup>e</sup>

Permanence du groupe Louise-Michel : chaque samedi de 15 h à 17 h au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

Lors de celle-ci, la bibliothèque de l'Union régionale Ile-de-France de la FA est ouverte au public.

### SAINT-ETIENNE

Le groupe Nestor-Makhno organise une rencontre-débat sur le thème de l'« ordre moral », le mardi 26 avril à 20 h, à la Bourse du travail, salle Sacco-et-Vanzetti, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

Permanences : premier et troisième mardis du mois, de 20 h à 22 h, à la Bourse du travail, salle 15 bis.

Le groupe anime l'émission « Rouge et Noir », sur radio Dio (89.5), chaque jeudi de 21 h à 22 h.

## SÉCURITÉ SOCIALE

# Vers le démantèlement du système de protection sociale ?

**A** PRES LES ATTAQUES gouvernementales contre la laïcité de l'enseignement, le SMIC, c'est notre système de protection sociale qui risque de subir les coups de Balladur et de sa clique, et ce avant juillet 1994. Une proposition de loi, présentée par Jean-Louis Beaumont, Alain Grotteray, Philippe de Villiers... vise purement et simplement à abroger le monopole de la Sécurité sociale.

Avant 1945, un système d'assurance-maladie existait déjà pour les salariés les plus démunis. Sous l'Occupation, des résistants, militants syndicaux, francs-maçons... étudient la possibilité de mettre en place un système permettant à tous d'accéder aux soins. Se soigner ne devait plus être un luxe réservé à quelques privilégiés, mais un droit pour tous ! Le principe fondamental de régime d'assurance sociale devait être la solidarité. Il est évident que l'élaboration d'un tel projet ne se fit pas sans difficultés. En 1945, le régime général

ne couvrait que 50% de la population. Il faudra attendre 1961 pour que les agriculteurs soient couverts en cas de maladie. Il faut également noter l'existence de certains égoïsmes corporatistes qui entravèrent la généralisation du système, tels ceux des cadres et des professions libérales.

Depuis une dizaine d'années, la Sécurité sociale doit affronter des mesures qui ont pour but de limiter son rôle (mesures diverses venant de la gauche et de la droite)... du forfait journalier en passant par la baisse des remboursements, par l'augmentation constante des cotisations salariales, par le budget global pour les hôpitaux... Aujourd'hui, l'abrogation du monopole de la Sécurité sociale.

Ce projet de loi n'est que l'aboutissement logique des coups portés à l'encontre de notre système de protection sociale. La droite termine ce que la gauche avait amorcé !

Regardons d'un peu plus près ce

projet. On y trouve notamment ceci : « Pour les entreprises des prélèvements toujours plus lourds qui compromettent leur productivité et pénalisent l'emploi. » Ou encore : « La liberté des prix des prestations de santé et des médicaments ». Mais également : « Ces principes conduisent logiquement à l'abrogation du monopole de la Sécurité sociale. Les Français cessent d'être assujettis à des prélèvements obligatoires et s'assurent librement contre la maladie auprès de la compagnie ou de la mutuelle de leur choix. [...] Les cotisations salariales et patronales assises sur les salariés destinées à la prise en charge des dépenses maladies sont supprimées. Les sommes correspondantes sont versées directement par les employeurs aux salariés qui en ont la libre disposition dans le respect de l'obligation d'assurance prévue à l'article 4 de la présente loi. »

Je n'irai pas plus loin dans les citations de ce projet ultra-libéral.

L'idée est simple, rebutante, inique scandaleuse. Les personnes fortunées seront bien soignées. Les travailleurs salariés devront cotiser à des assurances gérées par des escrocs sans avoir la garantie de bénéficier de soins corrects. En fin de compte vers la charité publique ou étatique.

Il est urgent de s'organiser dès aujourd'hui contre ce projet réactionnaire. Nous ne devons pas attendre qu'il soit à l'ordre du jour au Parlement pour bouger. La quasi totalité de la population est concernée. Ce projet est un danger public. Mobilisons-nous, assurés sociaux, employés de la Sécurité sociale dont l'emploi est directement menacé, professions médicales. Faisons barrage.

Non à la casse de la protection sociale. Défendons le droit de se soigner, de vivre.

Lionel Nicaud  
(gr. Francisco-Ferrer - Evry)

EVIAN

# III<sup>e</sup> Congrès de la FILPAC-CGT

LES TROIS CENTAINES de délégués se sont réunis cette année sans enthousiasme. Les dix derniers mois, dans le Livre, pourtant, n'ont pas été dépourvus de vagues et d'affrontements : débarquement du secrétaire du Syndicat du Livre parisien, proposition de constituer un syndicat unique à Paris — dont ni les correcteurs ni les employés ni les rotativistes ne veulent —, plan social exterminateur pour les ouvriers de la presse.

Chacun a pu constater qu'on ne parlait pas de ce genre de chose — quel étrange fonctionnement qui veut qu'on n'évoque jamais les sujets qui fâchent dans les congrès. Alors on s'est penchés sur cette vieille dame de fédération, bien amaigrie pour ses cent treize ans.

**La santé de la Fédération** — « Rien n'est plus démobilisateur que l'habitude du recul ! », affirme Oswald Calvetti, ancien secrétaire du Papier, qui doit se souvenir de

temps moins maussade. Et les mauvaises habitudes perdurent ! Les effectifs se sont réduits encore de 4 000 syndiqués, de 32 000 à 28 000, retraités compris. Le total des cotisations des syndiqués ne couvre que le tiers des dépenses de fonctionnement ; il est vrai que 50% des dites cotisations sont utilisées pour rembourser le prêt qui a permis d'acheter le local de Montreuil ainsi que les charges... Et cela jusqu'en 2003.

La Fédération doit donc boucler son budget à l'aide de ressources diverses — journées d'études, brochures diverses...

Evidemment plusieurs délégués sont intervenus pour signaler qu'ils n'avaient pas leur plein de syndiqués, qu'un autre syndicat de la Fédération organisait des syndiqués qui devraient leur revenir, en clair récoltaient les cotisations correspondantes. Bien triste spectacle que ces querelles où on se dispute les syndiqués, pardon les cotisations, restants !

**Un renfort, les journalistes** — Il n'est pas courant que le secrétaire des journalistes CGT intervienne dans un congrès d'une organisation « ouvrière ». Il y a quelques années, après une brillante performance électorale de Georges Marchais, plusieurs délégués au congrès confédéral avaient attaqué avec violence « les journalistes », considérés comme les principaux vecteurs de l'anticommunisme ; et le secrétaire avait dû rappeler, dure besogne, devant un congrès hostile, que les journalistes sont des salariés.

Les choses ont bien changé, apparemment ; et les deux directions du Livre et des journalistes ont décidé de constituer une commission permanente de réflexion, qui se veut ouverte à tous les syndicats de journalistes.

Evidemment, tous les partisans des syndicats de métier regardent avec intérêt de telles initiatives parce qu'ils craignent qu'on commence par absorber les

journalistes dans des syndicats fourre-tout pour continuer par eux-mêmes. Et cette préoccupation s'explique par l'extrême légèreté des structures syndicales chez les journalistes.

**Un congrès pour quoi faire ?** — Le 3<sup>e</sup> Congrès de la FILPAC ne restera sans doute pas dans les annales du mouvement syndical. Il a montré, néanmoins, que le nouveau secrétaire fédéral maîtrisait bien son affaire. Et les soubresauts qu'on pouvait craindre ne se sont pas produits.

La délégation du Syndicat des correcteurs a quitté la salle lors de l'intervention finale de Viannet, secrétaire confédéral, pour montrer à ce dernier qu'elle n'appréciait guère de ne pas avoir reçu de réponse à un courrier qui exprimait la volonté des correcteurs de rester un syndicat de métier. La dernière contestation ?

J. Toublet

BRÉSIL

## Pasquale Valitutti enfin libre !

Le 25 février 1994, Pasquale Valitutti a été libéré des geôles de la police fédérale brésilienne. Notre compagnon italien avait été incarcéré à Curitiba (Parana) à la suite d'une demande d'extradition du tribunal de Milan. Durant plus de sept mois, il a attendu, en prison, le verdict du tribunal suprême fédéral. Finalement, la demande d'extradition a été rejetée à l'unanimité des onze juges le composant. La justice italienne n'a pas de recours possible.

Pasquale est poursuivi en Italie pour avoir témoigné de l'assassinat de Giuseppe Pinelli. Interrogé, avec Pasquale, Giuseppe a été suicidé par défenestration du quatrième étage d'un commissariat milanais, en décembre 1969.

Au lendemain des faits, alors que la justice absout les policiers, Pasquale se réfugie à Los-Angeles. Le tribunal de Florence demande alors son extradition en raison d'une peine de quatre ans de prison à purger. En première instance, la justice américaine lui accorde le statut de persécuté politique. Mais en appel, il est extradé vers l'Italie, avec mention que cette extradition doit annuler une autre condamnation à dix ans de prison, émise par le tribunal de Milan. En Italie, Pasquale a accompli sa peine de quatre ans. Sorti de prison, la police italienne lui donne trente jours pour quitter le pays, sinon c'est le retour en prison. Exilé au Brésil, le tribunal de Milan lui réclame alors ses dix ans de détention.

En raison de cette nouvelle demande, une campagne de solidarité est organisée, appuyée par le Comité de soutien aux réfugiés politiques italiens au Brésil, le mouvement anarchiste, anarcho-punk, le Mouvement des travailleurs sans terre, l'organisation des droits de l'homme. Les anarchistes brésiliens ont protesté, présentant cette injustice devant les médias, la soumettant aux divers consulats d'Italie du pays et ont fait circuler des pétitions.

Souhaitons un bon vent de liberté et bonne vie à Pasquale et sa compagne. Et tenons-nous prêts à d'autres combats, car si l'Etat italien a voulu faire croire qu'il s'était blanchi de toute corruption mafieuse à l'occasion de l'opération « Mains propres », il n'a toujours pas jeté l'éponge lorsqu'il s'agit d'embastiller les opposants à un ordre social injuste.

Rappelons qu'un Etat est toujours corrompu, de par cet ordre capitaliste autoritaire qu'il organise et défend.

Gilles (gr. Jules-Vallès - Grenoble)

ISRAËL-OLP

# Accord de paix : la colonisation en question

DANS LA NUIT DU 9 au 10 avril 1948, des commandos de l'Irgoun (organisation paramilitaire) de Begin font irruption dans Deir Yassin, village près de Jérusalem. Bilan établi par la Croix-Rouge : 250 morts, hommes, femmes et enfants.

C'était avant la déclaration d'indépendance du 14 mai 1948 et l'entrée en guerre des troupes arabes le 15 mai de la même année. Menahem Begin déclara ensuite : « Non seulement le massacre de Deir Yassin était justifié, mais il n'y aurait pas eu d'Etat d'Israël sans cette victoire de Deir Yassin ».

Plus de quarante ans après, dans les territoires occupés, la même logique règle les rapports entre colons et Palestiniens. De la tuerie d'Hébron, il y a plus d'un mois, aux six Palestiniens abattus par une unité spéciale israélienne dans le camp de réfugiés de Jabalia à Gaza, il y a plus que l'œuvre d'extrémistes (1).

Le gouvernement israélien, en mettant hors-la-loi les groupes Kach et Khana Hai (2), interdit ce qui est le plus voyant mais les autorités d'Israël n'ont-elles pas toujours

encouragé les colons ? Ainsi, en janvier 1992, Moshé Arens, ministre de la Défense, autorisait des unités de garde civile à exercer des pouvoirs identiques aux policiers hors de leur périmètre d'habitation. Bt'selem, organisation de défense des droits de l'homme, a recensé, de décembre 1987 à décembre 1993, trente-neuf colons meurtriers : trois ont comparu devant un tribunal, la plus forte sanction a été trois ans de prison. La société israélienne s'émeut devant la tuerie d'Hébron, mais reste silencieuse devant la violence quotidienne !

Pour disculper le pays devant l'opinion internationale, l'Etat a recours à une méthode usitée ici et ailleurs : la commission d'enquête gouvernementale. L'Etat juif sera ainsi salué pour son courage à affronter la vérité mais y aura-t-il un vrai débat public sur les droits de l'homme dans les territoires occupés ?

Pour Michel Warchanski, journaliste au Centre d'informations alternatives : « Même si les découvertes accusent l'armée, les services de sécurité, le gouvernement, la condamnation sera étouffée par une reconnaissance internationale devant la capacité d'autocritique ». (3)

« Par le biais de l'enquête, le gouvernement masque le vrai

problème. La paix ne sera pas possible tant que les colonies de peuplement seront disséminées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza », déclare Meron Benvenisti, ancien maire de Jérusalem. A l'heure où les négociations Israël-OLP reprennent, le gouvernement se livre à une course éfrénée pour acquérir le maximum de terres dans les zones hors autonomie : le grand Jérusalem, la vallée du Jourdain, la zone contiguë à la ligne verte, ligne d'armistice de 1949. Ainsi, il a été recensé de source palestinienne que 46 000 dunams (un dunam = 1 000 m<sup>2</sup>) ont été acquis depuis le 13 septembre 1993 par les colons.

Dans les territoires occupés deux mondes hostiles coexistent pour combien de temps encore et dans quelles conditions ? Alors qu'au Caire Palestiniens et Israéliens négocient sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho, que l'évacuation des forces israéliennes a commencé, les colons extrémistes continuent à accuser le gouvernement de trahison. Le « Conseil des colonies » avait proclamé le 5 décembre dernier désobéissance civile et constitution de milices armées. Destruction de réserves d'eau (4), meurtres... le tout terminant par la tuerie d'Hébron. Le gouvernement israélien est obligé, face à l'opinion, de réagir, mais face à

l'accord de paix avec l'OLP, le procès de la colonisation des « territoires occupés » aura-t-il vraiment lieu ? D'autant que du côté palestinien, les extrémistes de Hamas...

Six hauts responsables palestiniens, chargés des questions de sécurité, sont arrivés il y deux semaines à Gaza pour « préparer les modalités et le calendrier du déploiement de la police palestinienne ».

L'avenir dira si « l'accord de principe » signé le 13 septembre dernier entre Arafat et Rabin profitera vraiment aux Palestiniens.

Agnès Pavlowsky

(1) Unités spéciales qui étaient « habillées » en Palestiniens.

(2) Ceux qui se considèrent comme l'« avant-garde » armée du sionisme contre les Palestiniens menent des raids contre les villages, les camps de réfugiés, arrachent les cultures... Pour eux Baruch Goldstein, auteur de la tuerie d'Hébron, est un « héros » et un « saint homme ».

(3) Centre d'informations alternatives, PO Box 31417, Jérusalem. Fax : 02.26.31.51. Un comité de solidarité avec Hébron s'y est constitué.

(4) D'après Jad Isaac, directeur de l'Institut de recherche de Jérusalem, la consommation domestique annuelle est pour un Israélien de 375 m<sup>3</sup>, pour un colon elle est de 700 m<sup>3</sup>, pour un Palestinien de 125 m<sup>3</sup>. De plus, le prix est bien sûr différent : un colon paie 0,3 shekel l'unité et un Palestinien 1,75 shekel.

Un soutien efficace pour « le Monde libertaire » : l'abonnement !

ART ET CENSURE

# Une histoire de cons

**L**A CENSURE a encore frappé. Un livre nouveau vient d'être retiré de la devanture de librairies de Clermont-Ferrand, en application de la récente loi Jolibois réprimant « tout message à caractère violent, pornographique, lorsqu'il peut être perçu par un mineur », et donnant à tout citoyen la possibilité de porter plainte, ainsi que de l'article 283 du Code pénal réprimant l'outrage aux bonnes mœurs, comme se sont chargés de le rappeler les policiers à l'un des libraires concernés.

L'ouvrage incriminé s'intitule *Adorations perpétuelles*, de Jacques Henric, éditions du Seuil (Fictions et Cie).

Il ne s'agit pas ici de porter un quelconque jugement sur le contenu de ce livre, que j'avoue n'avoir pas encore lu. La censure s'applique en effet à la couverture de l'ouvrage, qui reproduit un tableau jugé pornographique, et susceptible de heurter un public d'enfants. Les libraires les plus sages ne s'y sont d'ailleurs pas trompés : ils se sont auto-censurés, conscients dès le premier coup d'œil du danger que pouvait faire courir un futur équilibre mental et sexuel des plus jeunes la peinture aussi violemment choquante, eux qui sont habitués à contempler le sain exemple de Jordy-singe savant.

Mais ne vous interrogez pas trop sur les libertés de plus en plus grandes que prendraient les artistes contemporains avec la représentation de la sexualité : le tableau

incriminé est de Gustave Courbet et date de 1866.

Amis branchés peinture, vous aurez reconnu tout de suite le serpent de mer de l'art occidental, celui qu'on cherche clandestinement dans les ouvrages d'histoire de l'art, et qui fut surnommé « le plus beau con de la peinture », à savoir : *L'Origine du Monde*.

Exit donc *L'Origine du Monde*, et retourne derrière ton rideau que tu n'aurais jamais dû quitter, ou au fond des salles d'exposition interdites aux enfants, sexe féminin dont la simple existence est une insulte à la bienséance. Les enfants n'ont pas à savoir d'où ils sortent. Bien.

Mais, direz-vous, des sexes, même féminins, l'art en est plein, qu'a donc celui-ci de particulier ? Il a qu'il est réaliste : ni épilé ni voilé ni cubiste ni placé dans un contexte justificatif... un sujet à part entière.

Et le parfum de scandale qui rôde autour de cette œuvre depuis sa création empêche (fort à propos pour certains) qu'on la regarde pour ce qu'elle est : une œuvre de qualité, une œuvre révolutionnaire par son sujet, son auteur, son style, son titre. Le choix (opportun) de cette œuvre pour la couverture d'un ouvrage qui traite de façon romancée de Courbet et de Fourier permet malheureusement de faire d'une pierre deux coups en reléguant dans les arrières-boutiques un sujet de réflexion de plus, et c'est toujours ça.

Car on sait que ce Courbet aimait les événements artistiques à scandale, genre « Salon des refusés » (en opposition au salon officiel de l'Académie), et les sujets « discutables » : n'a-t-il pas fait le portrait de Proudhon ? Mauvaise graine. Heureusement qu'on a pu opportunément l'accuser d'avoir déboullonné

la colonne Vendôme lors de la Commune de Paris, et, du même coup, l'exiler et le ruiner.

Il est vrai que, du point de vue du style, leur contemporain Baudelaire a pu non sans justesse accuser Courbet comme Ingres d'être des hommes de système, lui sacrifiant au besoin l'imagination. On pourrait dire, en caricaturant quelque peu, qu'Ingres serait à l'origine du modernisme (dont le caractère uniformisant fut violemment critiqué par le mouvement dada), et que Courbet se situe du côté du réalisme, mais de réalisme à réalisme socialiste il y a un pas qu'il ne faut pas se hâter de franchir. Constatons simplement que *Le Bain turc* d'Ingres, qualifié à l'époque de pornographique et censuré, ne soulève plus les foudres de la censure. Le réalisme pourrait-il donc être encore révolutionnaire ? En tout cas, l'amour, la vie, l'être humain librement dépourvu des vêtements superflus (textiles comme culturels ou intellectuels), le resteront toujours, et cela serait purement réjouissant, si les pouvoirs politiques, culturels ou religieux étaient aujourd'hui devenus impuissants à allonger chaque jour la triste liste des productions humaines condamnées sous de faux prétextes.

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage ou de pornographie. Citons pour mémoire et pour notre seule époque : les revues naturistes jusqu'à l'après 1968, le film *Hiroshima mon amour* classé X, l'affiche du film *Ave Maria* (une femme en croix) enlevée des murs sous la pression de l'Église...

Heureusement que les vulgarités fascinantes à la Berlusconi ne risquent pas, elles, d'être interdites !  
**Marianne**  
 (gr. Déjacque - Lyon)

BRÈVES ANTICLÉRICALES

## Nom de Dieu !

**Pologne** — Un médecin gynécologue de Czeszochowa (sud de la Pologne), soupçonné par le parquet local d'avoir pratiqué un avortement dans son cabinet, s'est suicidé dans la nuit du 23 mars.

Rappelons qu'au pays de Jean-Paul II l'avortement est aujourd'hui pratiquement interdit, sous peine de deux ans de prison ferme, en vertu d'une loi en vigueur depuis un an. Seuls les hôpitaux sont autorisés à le pratiquer, et uniquement en cas de risque pour la vie ou la santé de la femme enceinte, lorsque la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste ou que l'embryon a subi de « graves dommages irréversibles ».

**Les grands esprits se rencontrent...** — Venant au secours de Simone Veil, le pape Jean-Paul II a relancé jeudi 24 mars la proposition d'un « salaire familial » pour que les mères de famille puissent renoncer à leur activité professionnelle et rester à la maison pour s'occuper de leurs enfants. « La vraie promotion de la femme exige que le travail soit structuré en sorte que la femme ne doive pas payer sa promotion par la renonciation à son caractère spécifique propre, et mettant en péril la famille dans laquelle elle joue un rôle irremplaçable », a-t-il déclaré.

**Achetez du catho, ça baisse** — Cinquante-six pour cent des Français se déclarent aujourd'hui de la religion catholique contre 80% en 1966 et 12% se déclarent pratiquants réguliers contre 25% en 1968, selon un sondage CSA réalisé pour la *Sélection du Reader's Digest*. D'après ce sondage, réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes du 6 au 15 novembre 1993, selon la méthode des quotas, 60% des enfants sont encore baptisés aujourd'hui contre 71,7% il y a seulement dix ans.

**Les petits boulots** — Cent-vingt-six séminaristes ont été ordonnés prêtres en 1993, un chiffre identique à celui de 1992, annonce un communiqué du secrétariat de la Conférence des évêques de France.

Au cours des dix dernières années, les chiffres les plus bas pour les ordinations avaient été atteints en 1983 (95) et 1984 (94). Une légère reprise s'était amorcée en 1988 (139) et 1989 (140), avant de redescendre jusqu'en 1992 et 1993. Il y a actuellement dans les séminaires de France 1 164 séminaristes en formation. Ils étaient 1 161 pour l'année 1992-1993. 245 nouveaux candidats à la prêtrise se sont présentés pour l'année 1993-1994, 209 en première année et 45 en cours de formation. Parmi les candidats de première année, 49 viennent de facultés ou d'IUT, 43 d'une année préparatoire au grand séminaire (comme la Maison Saint-Augustin à Paris), 36 du monde du travail, 20 de l'enseignement catholique et 19 de l'enseignement public. 16 sortent du service national ou de la coopération. Vous voyez qu'il y a des emplois de livres pour les fainéants...

OLT

### LE MANS 15, 16 et 17 avril Festival d'expression libertaire

• Vendredi 15 avril - 20 h 30 : concert chanson francophone au Caveau, 105 Grand'rue, avec Roger Bigot et Alain Aurenche. Entrée : 50 et 60 F.

• Samedi 16 avril - 15 h 30 : débat *Art et liberté*, salle de quartier des Maillets, rue Montaigne. Entrée gratuite.

• Samedi 16 avril - 19 h 30 : soirée de *l'Image sauvage* (ciné-vidéo) au Ciné-Poche, 97, Grand'rue : vidéo avec Noël Godin : *C'est arrivé près de chez vous* (20 h 30) avec André Bonzel, co-scénariste et acteur et surprise, médiateur en France (23 h).

• Dimanche 17 avril - 15 h : vidéo-débat sur rock alternatif, salle de quartier des Maillets. Vidéo : concert des Bénédictins de Zénith, film des Sex Pistols ; débat : *Alternatif ? Qu'est-ce que cela veut dire ?*, avec Visa ou Houalala Label (production), Wah-Konda (orga concerts) et Short Stories (distribution).

• Samedi 16 (13 h 30 - 18 h) et dimanche 17 avril (13 h 30 - 19 h) : Exposition peinture-photos-affiches salle de quartier des Maillets, avec Nicolas Coric, Nathalie Bizard, Stéphanie Lanfant, Daniel Migaud (peinture) et René Malhôte, François-Nicolas L'hardy (photos) et affiches autonomes et libertaires...

Abonnement au festival : 80 F ; soirée *Image sauvage* : 45 F ; festival et adhésion à l'Association organisatrice *A Contre-Courant* : 140 F. Réservation au 43.87.58.95. Billeterie : librairie Plurielle, 61, rue Gambetta, 72000 Le Mans. La FA du Mans, co-organisatrice, sera présente lors du festival.

Pour mieux connaître la Fédération anarchiste  
 « LA BROCHURE ANARCHISTE » n° 1  
 QU'EST-CE QUE L'ANARCHISME ? (10 F)  
 (Libellez votre chèque à l'ordre de Publico)  
 Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

## Associations

### TOULOUSE : CONCERT HARDCORE A LA SALLE FMR

« Libre Association » organise un concert de hardcore, avec Active Minds (Grande-Bretagne) et Chaotic Insight (groupe grindcore toulousain), le mardi 19 avril à 20 h à la salle FMR, 9 bis, avenue Frédéric-Estèbe à Toulouse. Une table de presse est prévue. Entrée : 30 F.

Par ailleurs, « Libre Association » invite les sympathisants libertaires et pacifistes du Gers et de la région toulousaine à la contacter en vue de mener des activités.

« Libre Association », BP 22, 32201 Gimont cedex.

### LORIENT : « SOUVENIRS D'UN REBELLE » (VIDÉO-DÉBAT)

Le groupe libertaire Francisco-Ferrer organise le mardi 19 avril à 20 h 30, une vidéo-débat sur le thème suivant : « Souvenirs d'un rebelle », avec la participation d'André Bösiger, militant anarcho-syndicaliste suisse. Cette soirée se déroule à la Maison

### des Familles (ex-Maison du Moustoir), rue du Professeur-Mazé à Lorient.

Par ailleurs, si vous souhaitez rejoindre le groupe Ferrer, écrivez à : **Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 56100 Lorient.**

### DIEPPE : RÉINSERTION PAR LES ARTS AVEC L'APPAT

Vous vous exprimez au travers des disciplines artistiques, mais vous ne vivez pas ou difficilement de vos créations ; vous aimeriez rompre votre isolement en travaillant en direction des autres (personnes ou collectivités), en animant, par exemple, des ateliers ou en montrant vos productions ; vous souhaitez bénéficier de matériel, de locaux... participez à l'Association pour la promotion de l'art total (APPAT).

L'APPAT a pour but la réinsertion des artistes locaux (RMistes, travailleurs précaires et toute personne n'exerçant qu'une activité artistique occasionnelle).

L'APPAT tient sa première réunion le jeudi 14 avril à 20 h à la **Maison des Associations, 6, rue Notre-Dame, 76200 Dieppe** (par ailleurs, siège de l'association).

Si des associations de même type existent sur l'Hexagone, l'APPAT cherche à entrer en contact, les rencontrer, échanger des idées... N'hésitez donc pas à la contacter !

### SAINT-AVOLD : LES RENCONTRES ALTERNATIVES (RAPPEL)

L'Association culturelle libertaire, le collectif « Ne Plus Subir » et le Syndicat des employés, travailleurs et précaires de la Moselle organisent les samedi 23 (de 14 h à 19 h) et dimanche 24 avril (de 9 h à 19 h) des « Rencontres alternatives », **Salle des Congrès de la Piscine à Saint-Avol.**

Les débats porteront sur :  
 — « le travail et l'économie », avec Jacky Toublet (gr. Pierre-Besnard de la FA), Aimé Marcellan (CNT-AIT) et le Mouvement pour l'autogestion distributive (MAD) ;

— « le fascisme et l'exclusion », avec Louis Janover et l'association Réflex ;

— « la femme et sa place dans la société », avec Hélène Hernandez (FA) et des membres de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) ;

— « l'école Bonaventure d'Oléron », avec des membres (FA) de l'association Bout d'Iccelle.

Des tables rondes seront organisées autour de la presse, de l'économie, du syndicalisme, de l'antimilitarisme, de la situation étrangère (Allemagne, Algérie, Irlande du Nord [avec « Solidarité Irlande »], ex-Yougoslavie, Nicaragua et Palestine).

Un espace sera réservé aux médias indépendants, journaux et radios libres. A cette occasion, une vidéo sur la fabrication du *Monde libertaire* est prévue.

Renseignements : **Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach cedex.**

HISTOIRE

« 1911, émeutes et manifestations contre la vie chère dans les Ardennes »

Cette brochure, publiée en mars, relate les événements survenus dans les Ardennes au cours de la crise de la vie chère où, parfois, l'émeute succéda aux manifestations. Partis du Nord/Pas-de-Calais, ces troubles se propagèrent à la fin de l'été et à l'automne 1911 dans la moitié nord de la France. Des femmes, souvent de simples ménagères, furent à l'initiative du mouvement, ce qui bouscula les habitudes quelque peu misogynes des syndicalistes. Dans les Ardennes comme ailleurs, l'agitation entraîna une dure répression à l'encontre des protestataires, et parmi eux des militants de la CGT syndicaliste révolutionnaire.

Ce récit des événements locaux est précédé d'une première partie qui restitue quelques éléments du contexte général : le syndicalisme révolutionnaire de la jeune CGT, qui était alors résolument antipoliticienne, et la crise de la vie chère.

Cette brochure de 88 pages (format A5) est disponible contre 35 F (franco de port) à « La Question sociale », BP 66, 08120 Bogny-sur-Meuse.

Groupe La Question sociale (Bogny-sur-Meuse)

BOGNY-SUR-MEUSE

Vidéo-exposition

« ASPECTS MÉCONNUS DU MOUVEMENT OUVRIER L'ÉMEUTE CONTRE LA VIE CHÈRE A BRAUX EN 1911 »

et discussion

« PASSÉ ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT OUVRIER »

Vendredi 15 avril - 20 h 30

Salle J. Lenoir, quartier de Levrézy

Caveau « La Bohème » - Théâtre des Déchargeurs samedi 16 et samedi 30 avril - 20 h 30



Caveau « La Bohème »  
Théâtre  
des Déchargeurs  
3, rue des Déchargeurs,  
75001 Paris.  
Tél. : 42.36.10.29  
Entrée : 60 et 80 F

Bordeaux - samedi 16 avril - 19 h  
Tears of Doll (hardcore mélodique) - Trigger (rapcore-indus)  
à l'initiative du collectif « On a faim ! »  
à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet. Entrée libre.

Ciné sélection

« Carne de Fieras »  
d'Armand Guerra

**C**ARNE DE FIERAS est un film unique à bien des titres, car il a en effet un destin tout à fait particulier. Conçu dans les premiers mois de l'année 1936, il ne fut tourné qu'après le déclenchement de la guerre civile, durant l'été 36. Jamais monté, il ne fut donc jamais diffusé, car, après la guerre, la censure franquiste interdisait, malgré les aménagements prévus par le producteur, ce genre de production. Connue par les seuls spécialistes de l'histoire du cinéma espagnol, le film avait disparu jusqu'à ce que la Filmothèque de Saragosse retrouve des bobines conservées par un collectionneur et décide de le monter pour pouvoir enfin le présenter à un public. Ce film étant la seule œuvre existante du cinéaste anarchiste Armand Guerra, l'entreprise était légitime mais bien périlleuse : comment retrouver l'esprit et le savoir-faire d'un cinéaste, sans aucun repère stylistique ? Cette tâche ingrate mais exaltante est revenue à Ferran Alberich, qui a effectué un travail remarquable de restauration et de montage pour la Filmothèque de Saragosse.

Grâce à la Casa de Goya, le centre culturel espagnol de Bordeaux (ville où réside la fille du cinéaste), le film a été montré le jeudi 10 mars 1994 à un public nombreux (il existe encore des spectateurs curieux). *Carne de Fieras* est une fiction ; encore un intérêt supplémentaire dans la mesure où les anarchistes ont surtout privilégié le documentaire. Une fiction sans distanciation, au premier degré, d'une grande simplicité (pour ne pas dire pire), qui raconte une histoire d'amour chez les gens du spectacle : un boxeur trompé par une danseuse de cabaret se console dans les bras d'une Française, attraction nue d'un numéro de dressage de lions... Le contenu ainsi formulé a de quoi décevoir les attentes des spectateurs d'aujourd'hui, même si ce ne sont pas des militants. D'autant qu'au premier plan, le spectateur attentif apercevra, au hasard d'une séquence, la présence des miliciens

qui rappellent fort à propos la gravité des temps. Sur le plan formel, le film est encore plus décevant : une série B tout au plus, sans doute conforme aux productions courantes de l'époque en Espagne mais sans le métier d'un Tourneur ou d'un Boetticher.

Ferran Alberich, qui était présent pour présenter le film, devait dire son désappointement devant cette facture à l'évidence bâclée (une seule prise par plan) pour un cinéaste, par ailleurs, au professionnalisme reconnu. Non sans humour, Ferran Alberich en conclura que le seul aspect véritablement anarchiste de ce film se situait dans son existence même : d'une part, malgré

après que celui-ci ait été blessé par son employé. La seule violence vient justement de cet être fragile, fou d'amour pour sa patronne qui danse nue devant les lions et lui, caché en coulisse... Or, Armand Guerra a choisi d'interpréter ce personnage en lui donnant une dimension hallucinée avec un maquillage qui rappelle Antonin Artaud. Cet homme à tout faire au service du dompteur et de sa femme qui vit un amour fou et qui, en butte aux gens du spectacle (le boxeur, la danseuse, le chanteur de cabaret, les gens du cirque et du music-hall sont contre lui, est-ce une métaphore sur le cinéma ?), finit par agresser le boxeur... Quelques années plus tard, Armand Guerra meurt en pleine rue à Paris d'un anévrisme cérébral ; il n'a pas survécu à la République. Il rejoint ses actrices : la danseuse de cabaret a été fusillée par les franquistes en 1937 et la danseuse nue a été tuée par ses lions à Marseille. Un épilogue conçu par Ferran Alberich le rappelle opportunément à la fin, une véritable émotion passe alors car l'Histoire vient clore ainsi une histoire que le spectateur amnésique aurait pu prendre à la légère.

Mato-Topé

Un film anarchiste de par son existence même

le déclenchement de la guerre civile, Armand Guerra et son équipe avaient honoré leur contrat par rigueur morale, mais d'autre part, l'urgence avait exigé que le film soit rapidement bouclé afin qu'ils aillent au plus vite au front mettre leurs talents et leurs caméras au service de la révolution...

A y regarder de plus près, le récit n'est pas aussi anodin qu'une première lecture pouvait le laisser accroire. Le boxeur tombe amoureux à travers deux médiations : les photos déshabillées publiées dans la presse et surtout en assistant au spectacle ; c'est de « la place du monsieur de l'orchestre » et à travers les grilles de la cage aux fauves qu'il s'éprend de sa danseuse blonde. Les relations amoureuses se développent en dehors de tous liens sacrés ou juridiques et sans que cela ne pose à aucun moment problème. Les femmes conduisent véritablement leur vie amoureuse et les hommes, lorsqu'ils sont trompés, réagissent certes mais sans trop de violence : nous sommes bien loin des *Noces de sang*. Le dompteur abandonne avec tristesse et un certain panache : il laisse la place libre au boxeur

LOUIS CAPART  
accompagné au piano  
par Nicole Van De Kerchove

Samedi 16 avril  
Salle Jean-Eiffel  
CHAMPS-SUR-MARNE  
Renseignements : 64.73.48.48

Mardi 19 avril - 20 h 30  
Théâtre Clavel  
3, rue Clavel (M<sup>o</sup> Pyrénées)  
75019 PARIS  
Entrée : 70 et 90 F  
Réservations : 43.84.70.04  
(Au théâtre Clavel, soirée présentée par l'association « Mots et Musiques » et Radio Libertaire)

POÉSIE

« Les Chroniques de l'ozone »

Chaque lundi de 16 h à 18 h sur Radio Libertaire (89.4)

Le printemps nous revient. Avec lui, le piépiement des rapaces voraces, imbus et satisfaits. Sont jolis et mignons tout plein, cette année, les gangrenés du suffrage universel. Un look à raser les murs. Propres, nets, sans ostentation. Modestes, sociables, compétents, sans prétentions. On connaît ses

limites. On ira au bout du bout sans excès, prudemment. On ne promet pas la lune ; les voyages intersidéraux ne sont plus de mise. Pas de folie passionnelle, pas même d'amour. Seulement des unions raisonnables de retraités, rentiers maussades qui sirotent goutte-à-goutte, sans imagination, une source

de vie qui stagne, croupit, macère en ferments de cultures nauséabondes et malsaines. Comme si nous avions, déjà, un pied dans la tombe.

Ailleurs, derrière le miroir, dans la rue, la modernité en strass de haillons bouscule, interpelle et régénère.

Théophile

## LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE

# « La puissance est source de richesse ; la richesse est facteur de puissance »

(suite de la « une »)

correspond pas à un changement des rapports de force entre Nord et Sud ou à un éparpillement du pouvoir, mais bien à un renforcement de la domination capitaliste du centre. Cette mondialisation permet en plus aux capitalistes du Nord de justifier les inégalités sociales par la concurrence des nations et la contrainte extérieure, en essayant de faire croire qu'ils ne maîtrisent pas cette mondialisation alors qu'ils en sont les maîtres d'œuvre.

Ainsi, la mondialisation correspond au fait qu'il n'y a plus un seul centre, comme les États-Unis de 1945 à 1970, mais trois grandes zones d'influence autour des États-Unis, de la CEE et du Japon. Cela permet notamment aux capitalistes et aux firmes de s'émanciper des législations nationales, notamment sociales, afin d'accroître leur marge de manœuvre contre les offensives salariales. Mais si certains s'émancipent, cela ne peut se faire qu'au détriment des autres, c'est-à-dire des pays du Sud, des pays de l'Est et des plus démunis de chaque zone (Mexique, Portugal, Thaïlande... par exemple).

Nous sommes bien dans une logique d'élargissement de la sphère capitaliste qui est la base des rapports Nord-Sud. Ainsi 15% de la population mondiale réalisent 73% du PIB mondial (des richesses mondiales) tandis que 51% de celle-ci réalisent 4% de cette richesse. Il doit donc y avoir mondialisation au profit des pays, et plus précisément des capitalistes du Nord. S'il y a peu de profit à tirer de la mondialisation, alors on laisse tomber comme l'Afrique qui ne reçoit aujourd'hui que 5% des prêts et des investissements directs alors que l'Asie et l'Amérique latine en reçoivent 40% chacun.

La mondialisation est une stratégie de crise du capital. Nous avons déjà vu précédemment (« La crise ? Quelle crise ? », ML n° 944) que la régulation des « 30 glorieuses » s'est retournée en grande partie contre les capitalistes. Ainsi, en période de

fléchissement des profits et de fléchissement de la demande (comme en 1970), la mondialisation permettait de réalimenter la pompe à profits en légitimant une course à la compétitivité que les populations paient encore durement. Délocalisation des productions dans les pays à faibles salaires, contournement des législations sociales nationales et pression à la baisse sur les salaires du Nord, voilà les recettes pour rétablir le capital.

Ainsi, la domination des pays du centre industriel sur les pays de la périphérie ne passe plus seulement par la sous-évaluation du prix des

**« Ne nous leurrions pas,  
les pays du Nord  
ne sont pas  
conurrencés  
par les pays du Sud. »**

produits primaires du Sud (café, pétrole, coton, métaux...), et donc du travail des travailleurs du Sud, mais par leur utilisation en tant que grenier de productivité et de profits dans la production de biens manufacturés (téléviseur, ordinateur, électroménager...). Les « miracles » brésiliens, mexicains, coréens et autres ne doivent pas masquer cette réalité. Ce sont les mêmes qui, ici et là-bas, font des profits. Ne nous leurrions pas, les pays du Nord ne sont pas concurrencés par les pays du Sud ; ce sont les salariés qu'on dresse les uns contre les autres, car ce sont les mêmes grands groupes industriels et les mêmes grandes banques qui organisent la production au Nord et au Sud.

Il y a là une action complémentaire pour le capital. Les bas salaires du Sud permettent des bas prix au Nord, ce qui permet en retour la réduction des salaires au Nord ! En clair, les pauvres du Nord achètent les produits des pauvres du Sud, tandis que les riches du Nord et du Sud vont acheter les produits du Nord. C'est toute la différence entre une chaîne hi-fi Panasonic *made in Malaysia* et une chaîne Siemens *made in Germany*, par exemple.

La mondialisation ne profite donc pas aux pays du Sud comme on voudrait nous le faire croire. Les pays du Sud, pour pouvoir produire, sont obligés soit d'emprunter, soit de capter des investissements directs ; or, pour pouvoir rembour-

ser, ils sont obligés d'exporter vers les pays industriels les produits que ceux-ci veulent acheter. A vouloir produire comme eux, ils produisent pour eux. Les gagnants sont les élites locales, qui peuvent ainsi consommer à l'occidentale. C'est pour cela que, depuis 1984, les pays du Sud donnent plus d'argent aux pays du Nord qu'ils n'en reçoivent, et que les rapatriements de profits par le centre sont supérieurs aux transferts de technologie effectués. Sans compter que le FMI va subordonner d'éventuels prêts à la réalisation de plans d'économie drastique, à faire porter sur les populations, que les élites locales, rompues à la « gerbe » technocrato-libérale, vont s'empressement de réaliser.

Il apparaît ainsi que, dans ces conditions, la voie de sortie n'est pas dans la croissance et l'augmentation du commerce mondial par une mondialisation accrue mais dans la répartition au Nord comme au Sud des richesses. Il ne s'agit pas de produire plus mais de répartir mieux, selon des principes égalitaires. Quand, au Brésil, 5% des gens possèdent 90% des terres, la solution n'est pas dans la croissance, et il ne sert à rien de discuter sur les problèmes de la mondialisation, il faut exproprier et répartir. Moins la croissance est répartie, plus il en faut pour augmenter un petit peu les conditions de vie ; refusons ce piège productiviste et préférons-lui la solution sociale. Il ne sert à rien de travailler plus pour avoir plus, il suffit de répartir.

La mondialisation actuelle est une tentative de plus du capital pour pérenniser son système. Mais nous pouvons gager que son échec ici sera reproduit là-bas. La mondialisation est une porte de sortie temporaire. En effet, au Sud aussi les salariés vont réclamer, comme ici au XIX<sup>e</sup> siècle, une part de plus en plus grosse des richesses que le capital va leur accorder jusqu'à ce que ça rogne ses profits. C'est déjà le cas en Corée, entre autres, où les salariés ont commencé à amorcer une réduction du temps de travail et à exiger une augmentation des salaires. L'élargissement de la sphère capitaliste ne pourra continuellement se faire, et à la mondialisation du capital et de la misère succédera alors la mondialisation des conflits sociaux sans que les capitalistes aient cette fois-ci de porte de sortie. C'est le sens de notre espérance !

**Christophe  
(Liaison FA - Angers)**

## MONTPELLIER

# La presse régionale au service de militants anti-avortement

L'ORDRE MORAL peut être insidieux, il n'en est que plus dangereux. A preuve, à Montpellier où, dans la plus pure tradition de la bourgeoisie bien-pensante (discret et efficace), une association anti-avortement occupe en catimini les colonnes du quotidien local. *Midi libre*, qui jouit d'un quasi monopole en Languedoc-Roussillon, propose dans sa rubrique « Agenda pratique » une sous-rubrique « En cas d'urgence ». On y trouve les numéros des pompiers, du centre anti-poison, de SOS-Amitié... Le problème, c'est de voir s'amalgamer à cette liste un bien curieux SOS-Grossesse. Un esprit non prévenu songe immédiatement à une sorte de clone du Planning familial des années 70. Une structure où les femmes et les adolescentes ne désiraient pas d'enfant peuvent s'informer sur les possibilités d'avortement médicalisé. Or, c'est exactement du contraire dont il s'agit.

Derrière cette appellation et un simple numéro de téléphone, il y a une association répondant au nom « officiel », mais jamais divulgué de Comité d'accueil à l'enfant à naître. Dans leurs statuts, les membres (avocat honoraire, docteur en médecine, retraité...) indiquent vouloir aider les femmes à aller au terme de leur grossesse. Des militantes du groupe FA (enceintes pour l'occasion) se sont vues proposer des solutions véritablement odieuses : abandonner leurs études pour se consacrer à leur

maternité ou plus crûment abandonner l'enfant à la naissance. Tout, plutôt que de faire une IVG. Autre « solution » : l'orientation sur une... agence matrimoniale (afin de remplacer le copain qui ne veut pas du bébé). La totale, quoi !

Fort de plusieurs témoignages concordants, le groupe FA a demandé à *Midi libre* de faire disparaître SOS-Grossesse d'une rubrique qui banalise l'anti-avortement fanatique... ou, à tout le moins, d'expliquer clairement ce qu'était cette association. Malgré plusieurs courriers, le quotidien n'a ni répondu ni clarifié sa position par rapport à ses lecteurs.

Il nous faut tout faire pour dénoncer cette véritable machine de guerre anti-IVG et la sournoiserie hypocrite de tous ses complices. Ce pseudo-SOS-Grossesse veut renvoyer les femmes au seul rôle de reproductrices. Il ne peut encore le faire au grand jour, mais il a déjà trouvé bien des appuis complaisants. Outre *Midi libre* qui l'héberge, cette association est subventionnée régulièrement par la Ville de Montpellier, une municipalité de gauche depuis 1978.

**Cathy  
(gr. de Montpellier)**

N.B. : pour toute information sur l'existence de ce type d'associations dans d'autres régions, contactez le groupe FA c/o « Fourquoi tant de haine ? », L'EKO, BP 5555, 34070 Montpellier cedex 3.

## FORUM DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE

**samedi 16 avril - 16 h 30**

Projection du film

**« André Bösigier  
un Jurassien libertaire »**

(60 années de luttes anarcho-syndicalistes)

La projection sera suivie d'un débat animé par A. Bösigier, qui dédicacera ensuite son livre *Souvenirs d'un rebelle*.

Librairie du Monde Libertaire  
145, rue Amelot (M<sup>o</sup> Oberkampf), 75011 Paris

## SOMMAIRE

Page 1 : Damned ! les luttes sociales sont de retour (suite p. 3), Médiadivision (suite p. 3), « La puissance est source de richesse ; la richesse est facteur de puissance » (suite p. 8).

Page 2 : Soutien aux déserteurs, Des appelés civils pour aider les militaires...

Page 3 : Damned ! les luttes sociales sont de retour (suite de la « une »), Médiadivision (suite de la « une »), Brève bordelaise, « Que fait la police ? », Appel pour une amnistie générale.

Page 4 : Des paysans disent oui à « AC ! », Vers le démantèlement du système de protection sociale, Rendez-vous.

Page 5 : III<sup>e</sup> Congrès de la FILPAC-CGT, Brésil ! Pasquale Valitutti enfin libre !, Israël-OLP : Accord de paix : la colonisation en question.

Page 6 : Une histoire de cons, Nom de Dieu ! (brèves anticléricales), Associations.

Page 7 : « 1911, émeutes et manifestations contre la vie chère dans les Ardennes », Ciné sélection : « Carne de Fieras », « Les Chroniques de l'ozone ».

Page 8 : « La puissance est source de richesse ; la richesse est facteur de puissance » (suite de la « une »), Montpellier : La presse régionale au service de militants anti-avortement.

AVIS AUX GROUPES ET LIAISONS FA...  
POUR DISTRIBUTION DANS LES MANIFES

Des paquets  
(de 200 exemplaires)  
de ML invendus sont disponibles  
à la librairie du Monde Libertaire  
contre 41 F  
(frais de port pour un paquet)